

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 27 avril 2026

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

English summary

Nigeria & Ghana

- The fragmentation of VAT systems threatens ECOWAS's common market ambitions.

Nigeria

- Central Bank's PMI falls below 50 in April 2026;
- IFC and Norfund announce an investment of USD 83.2m in solar mini-grids in Nigeria;
- A USD 516 m loan approved for the Sokoto–Badagry highway.

Ghana

- Adoption of a National Artificial Intelligence Strategy with a 2035 horizon;
- Ghana moves towards interest-free banking;
- Government revokes leases for mining company Adamus Resources Limited.

LE CHIFFRE À RETENIR

52 000 Md NGN

Cela aurait été le coût des subventions au carburant pour le Nigeria en 2026 selon le NRS.

Nigeria et Ghana :

La fragmentation des systèmes de TVA menace les ambitions de marché commun de la CEDEAO.

Nigeria :

L'indice des directeurs d'achat (PMI) se contracte légèrement en avril à 49,4 ; La SFI et Norfund annoncent investir 83,2 M USD dans les mini-réseaux solaires au Nigeria ; Un prêt de 516 M USD approuvé pour l'autoroute Sokoto-Badagry.

Ghana :

Le Ghana dévoile sa nouvelle stratégie sur l'IA ; Le Ghana s'ouvre au secteur bancaire sans intérêt ; Le gouvernement révoque les baux de la société minière Adamus Resources Limited.

Nigeria et Ghana

La fragmentation des systèmes de TVA menace les ambitions de marché commun de la CEDEAO

[Réuni à Abidjan le 21 avril 2026 sous l'égide de la Banque africaine de développement \(BAD\), le Forum des administrations fiscales de l'Afrique de l'Ouest \(WATAF\) a rappelé que la fragmentation des systèmes de taxe sur la valeur ajoutée \(TVA\) dans la région continue de fausser les échanges commerciaux, d'accroître les coûts de conformité et de nuire à l'activité commerciale transfrontalière.](#) En vue de l'échéance de janvier 2027 pour aligner les cadres nationaux des Etats membres sur la directive TVA de la CEDEAO, le WATAF a fait de la transformation numérique de la TVA un impératif stratégique.

Face à un secteur informel prédominant et aux fuites de recettes, la digitalisation (facturation électronique, automatisation des paiements) a été présentée comme l'outil majeur pour accroître la conformité et sécuriser la mobilisation des ressources domestiques. L'accent a également été mis sur la coopération renforcée entre les douanes et les services fiscaux.

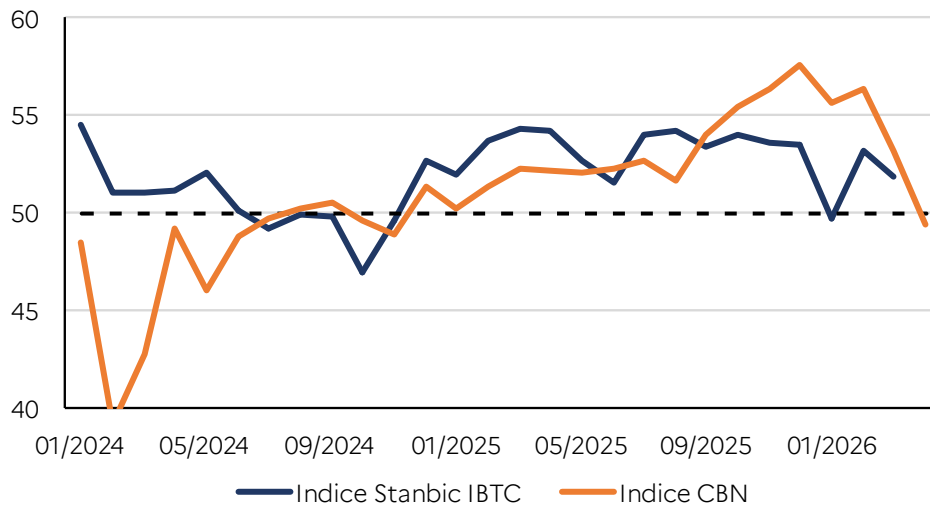
Nigeria

L'indice des directeurs d'achat (PMI) se contracte légèrement en avril à 49,4

[L'indice des directeurs d'achat \(PMI\) publié par la Banque centrale du Nigeria \(CBN\) s'établit à 49,4 pour le mois d'avril.](#) Un score inférieur à 50 indique une activité économique en contraction par rapport à la période précédente. Après avoir enregistré 53,2 en mars, il s'agit de la première occurrence en-deçà du seuil de 50 depuis novembre 2024. Ce résultat met en lumière le ralentissement de l'activité économique, en particulier dans les secteurs des services et industriel, qui s'explique par la baisse de la demande dans un contexte de résurgence des pressions inflationnistes liées au choc pétrolier de ce début d'année.

L'indice PMI publié en parallèle par la banque Stanbic IBTC avait déjà enregistré une contraction en janvier 2026, pour la première fois depuis novembre 2024, avant de rebondir. L'indice Stanbic pour avril 2026 n'a pas été encore publié.

Évolution des indices PMI publiés par Stanbic et la CBN depuis janvier 2024



Source : Stanbic IBTC, Central bank of Nigeria

Clef de lecture : L'indice PMI publié par la banque Stanbic s'est établi à 51,9 en mars 2026 (courbe bleu foncé), celui de la CBN à 49,4 (courbe orange) pour avril 2026, de part et d'autre de la ligne de démarcation entre expansion et contraction de l'activité (pointillé noir).

La SFI et Norfund annoncent investir 83,2 M USD dans les mini-réseaux solaires au Nigeria

[La Société financière internationale \(SFI\), membre du Groupe de la Banque mondiale, et l'institution norvégienne de financement du développement Norfund ont présenté une enveloppe pouvant atteindre 83,2 M USD. Celle-ci soutiendra le déploiement de mini-réseaux solaires hybrides au Nigeria en partenariat avec cinq entreprises locales.](#)

Alors que le Nigeria continue d'être confronté à un important déficit d'accès à l'électricité, puisque plus de 80 millions de personnes n'y ont pas accès, l'objectif est d'électrifier les zones mal desservies du pays, en particulier rurales.

Un prêt de 516 M USD approuvé pour l'autoroute Sokoto-Badagry

[La Chambre des représentants a approuvé une demande de prêt de 516 M USD sous forme de financement syndiqué auprès de la Deutsche Bank, soumise par le président Bola Tinubu.](#) Ce financement est destiné à la construction de certaines sections de l'autoroute Sokoto-Badagry, un projet d'infrastructure majeur de 1 000 km visant à relier le nord-ouest au sud-ouest du pays.

Le projet, initiative phare de l'agenda « Renewed Hope », est présenté comme stratégique pour stimuler le commerce, améliorer

la connectivité nationale et favoriser le développement économique.

Ghana

Le Ghana dévoile sa nouvelle stratégie sur l'IA

[Le Ghana a dévoilé sa Stratégie nationale d'intelligence artificielle \(IA\), avec pour objectif affiché de faire du Ghana le pôle d'excellence africain de l'IA d'ici 2035.](#) Ce plan, qui couvre la période 2023-2033, a initialement été élaboré sous l'administration précédente avec le soutien de l'alliance intergouvernementale Smart Africa, de l'agence allemande de coopération internationale GIZ FAIR Forward et de l'organisme à but non lucratif The Future Society, avant d'être officiellement adopté et lancé ce 24 avril par le Président Mahama. D'autres partenaires internationaux devraient participer à la mise en œuvre, parmi lesquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNESCO et le Laboratoire de l'IA responsable de l'Université des sciences et technologies Kwame Nkrumah.

Le gouvernement prévoit une contribution de l'IA à hauteur de 500 Md GHS (environ 45 Md USD) au PIB d'ici 2035. Pour atteindre cet objectif, le plan repose sur deux leviers principaux. Le premier concerne les infrastructures, avec 250 M USD alloués à la construction d'un centre de calcul d'IA et 20 M USD supplémentaires pour soutenir le déploiement de la stratégie à court et moyen terme. Le plan prévoit également la création d'un Bureau de l'intelligence artificielle chargé de coordonner et superviser les parties prenantes issues des secteurs publics, universitaire et privé.

Le second levier repose sur le capital humain, en faisant de cette stratégie un moteur d'emploi. Le président Mahama a affirmé que le plan visera à renforcer les capacités humaines plutôt qu'à les remplacer. L'accent sera mis sur la formation des jeunes, avec notamment des initiatives telles que le [One Million Coders](#) (pour laquelle plus de 100 000 candidatures ont déjà été enregistrées), l'introduction de l'IA et de la programmation dès l'école primaire et le développement de la recherche universitaire en IA. Le gouvernement renforce également ses propres capacités : de hauts fonctionnaires ont participé à des formations en amont du lancement, et des indicateurs de performance ont été intégrés dans l'ensemble des ministères, départements et agences publiques afin de suivre l'adoption de l'IA.

Le plan se veut inclusif et orienté vers des applications concrètes, telles que le diagnostic médical dans les communautés mal desservies, la détection des fraudes dans les services bancaires et de paiement mobile, les prévisions de récoltes et alertes aux ravageurs pour les agriculteurs, la gestion du trafic dans les centres urbains

comme Accra et Kumasi, les outils de traduction et de reconnaissance vocale pour les langues locales, un traitement plus rapide des dossiers gouvernementaux et des services aux citoyens, ainsi que le développement d'outils pédagogiques personnalisés adaptés au contexte scolaire ghanéen.

La mise en œuvre effective de l'IA devra néanmoins tenir compte de contraintes structurelles, notamment une alimentation électrique encore instable et un accès à l'internet inégale selon les territoires. Le pays occupe actuellement le 72^{ème} rang mondial et le 6^{ème} rang africain dans l'indice mondial de l'IA de 2025, derrière l'Égypte, Maurice, l'Afrique du Sud et la Tunisie.

Le Ghana s'ouvre au secteur bancaire sans intérêt

[En janvier 2026, la Banque centrale du Ghana \(BoG\) a publié ses lignes directrices régissant la régulation et la supervision du secteur bancaire sans intérêt.](#) La finance sans intérêt, terme générique recouvrant la finance islamique, est un système financier qui met l'accent sur l'investissement éthique, le partage des risques et l'interdiction de l'usure. Elle s'appuie notamment sur les sukuk, des instruments de financements adossés à des actifs plutôt qu'à des dettes conventionnelles. En Afrique, le Nigeria, l'Égypte et l'Afrique du Sud ont déjà levé collectivement environ 3,05 Md USD via des sukuk entre 2023 et 2024, illustrant la montée en puissance de ces instruments sur le continent.

[Une étude de l'Association des banques du Ghana \(GAB\) suggère que ce modèle pourrait contribuer à diversifier le secteur financier, attirer des investissements étrangers et renforcer l'inclusion financière.](#) Ces instruments présentent également un potentiel pour le financement d'infrastructures publiques à forte intensité capitalistique telles que les routes. L'étude du GAB souligne toutefois plusieurs défis, parmi lesquels un faible niveau de sensibilisation du public et la persistance de perceptions erronées sur la portée religieuse de ces produits. [A cet égard, le Chef économiste de l'Initiative publique pour le développement économique \(PIED\) a appelé la BoG à intensifier les campagnes d'information](#) à ce sujet.

[Au moins un établissement de crédit local aurait officiellement déposé une demande de licence à la BoG, et quatre autres banques s'apprêteraient à faire de même.](#)

Le gouvernement révoque les baux de la société minière Adamus Resources Limited

[A la suite d'une enquête de la Commission des minéraux, le ministère des Terres et des Ressources naturelles a révoqué des permis miniers détenus par Adamus Resources Limited.](#) Les sites concernés sont ceux d'Akango, de Salman et de Nkroful. Adamus Resources est une

société contrôlée par le groupe ghanéen Nguvu Mining, après son acquisition en 2017 auprès du groupe britannique Endeavour Mining.

L'enquête met en évidence de multiples manquements à la réglementation minière, notamment des pratiques de sous-traitance illégale, des opérations conduites sans permis valides et des dégradations environnementales significatives. Le ministère a précisé que cette décision n'excluait pas d'éventuelles poursuites pénales et qu'un dispositif d'accompagnement serait mis en place pour les travailleurs concernés.

Dans un communiqué de presse daté du 29 avril 2026, la société minière ghanéenne a rejeté les allégations, affirmant notamment détenir les approbations nécessaires et niant toute implication dans des activités minières illégales ou de la sous-traitance illicite. Elle a également pointé du doigt ce qu'elle a qualifié de grave manquement à la procédure régulière.

Le ministère a indiqué que cette action s'inscrivait dans le cadre d'une campagne gouvernementale plus large de lutte contre l'exploitation minière illégale, visant aussi bien les exploitants informels que les titulaires de permis d'exploitation reconnus coupables d'infraction. En 2025, le gouvernement avait mis en place un régime de permis pour l'importation des excavateurs, un suivi national du matériel lourd, l'interdiction de produits toxiques comme le mercure et le renforcement des clauses de remise en état des sites miniers. Ce dispositif institutionnel a été complété par la création du Secrétariat national de lutte contre les opérations minières illégales (NAIMOS), organe de coordination inter-agences, et des Blue Water Guards, chargés de la protection des ressources hydriques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr